

## **Réponse du SPEGNN à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 6 février 2014 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de GRT gaz et de TIGF au 1<sup>er</sup> mai 2014**

### **Réponse à la première question :**

Le SPEGNN déjà fait savoir par le passé sa position et renouvelle sa demande de limiter aux seules ELD de plus de 100 000 clients la publication des consommations intra-journalières.

En effet un des principes fondateurs de notre république pose que : **Pour être juste, la loi se doit de s'appliquer de la même manière à tous, tout en en discriminant ses effets selon la position de celui auquel elle s'applique, afin de par ses effets amener une contribution équitable selon les moyens de chacun.**

Nous nous trouvons ici devant le cas de figure typiquement impacté par ce principe, toutes les ELD n'ont pas les capacités humaines et financières pour appliquer des règles qui s'appliqueraient sans tenir compte de leur capacités.

Nous demandons de plus que les règles pour les clients profilés soient clairement explicitées. Dans la délibération du 21 juin 2013, la CRE a demandé à GRT gaz et TIGF de travailler en partenariat avec GrDF, Régaz, Réseau GDS et les expéditeurs dans le cadre de la Concertation Gaz pour déterminer et mettre en œuvre un format et un mode de transmission des informations identiques pour les deux opérateurs. Les autres GRD n'ont toujours pas été associés à ces travaux et ne peuvent être engagés dans la prochaine délibération de la Commission de Régulation de l'Energie.

Le SPEGNN considère que les délais, même pour les GRD de plus de 100 000 clients pour traiter les données de télérelève sont trop courts. En effet, il est demandé à ces GRD de publier rapidement les données télérelevées avec le risque (en l'absence de contrôle) d'avoir des télérelèves manquantes (sans avoir la possibilité de les rejouer) et/ou de publier des données erronées.

Dans ces conditions, le SPEGNN n'est pas favorable à la mise en place d'indicateurs sur le suivi de ces traitements informatiques.

Ne faudrait-il pas prendre plus de temps pour publier les données télérelevées et s'assurer de la qualité de la donnée publiée ?

Par ailleurs, Le SPEGNN précise que la responsabilité des GRD ne doit pas pouvoir être engagée en cas de publication erronée de ces nouveaux flux.

**Réponses aux autres questions de la consultation : Sans.**